


REPUBLIQUE FRANCAISE		dossier n° DP 95 254 23 B0005
 <p>Commune de FREMECOURT</p>		<p>Date de dépôt : 19/07/2023  Demandeur : Madame Sophie DARDENNE  Pour : Clôture  Adresse terrain : 9 Chemin de la Marette  à FREMECOURT (95830)</p>

**ARRÊTÉ**  
**refusant une demande de Déclaration préalable**  
**au nom de la commune de FREMECOURT**  
*n°14 du 25/08/2023*

**Le Maire,**

Vu la demande de Déclaration préalable présentée le 19/07/2023 par Madame Sophie DARDENNE demeurant 9 Chemin de la Marette à FREMECOURT (95830) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour Clôture ;
- sur un terrain situé 9 Chemin de la Marette, cadastré W 190 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 31 décembre 1913, modifiée, sur les Monuments Historiques

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/08 et mis à jour le 24/02/17 ;

Vu l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 22/08/2023 ;

**Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France s'est prononcé défavorablement aux motifs que le projet :**

**Considérant que le projet ne respecte l'article UH11 du PLU précité qui dispose que les clôtures sur rue doivent être exclusivement constituées soit d'un mur plein d'une hauteur d'au moins 1,60 m réalisé en pierres apparentes appareillées en lits horizontaux. Soit d'un grillage vert doublé d'une haie d'arbustes d'essences locales : charmilles, troènes, noisetiers, lilas, buis, genêts, cytises etc....**

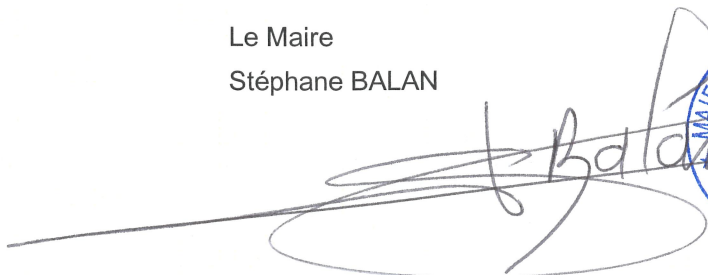
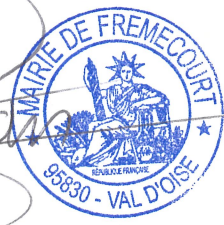
**ARRETE**

Article 1 : La demande de Déclaration préalable est **REFUSEE**.

Le *25 Août 2023*

Le Maire

Stéphane BALAN

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.